



ACTIVITÉ 1 : LA MARCHÉ LABORIEUSE DE LA DÉNAZIFICATION**Questionnaire de visionnage**

a) Quel rôle ont joué les forces d'occupation alliées, notamment américaines, dans la dénazification ? Leur attitude a-t-elle évolué ? (avec l'aide éventuelle des documents 1 à 5, et du document 8)

Les Alliés victorieux ont exercé une forte impulsion motrice dans l'élan initial de la dénazification. Ils sont à l'origine de la série de grands procès organisés à Nuremberg contre les principaux dignitaires et autres responsables supérieurs du régime nazi (tel le procès des médecins, document 3). L'exploitation des « tonnes de dossiers » saisis lors de la chute de l'Allemagne nazie en 1945 est complétée par le dépouillement des formulaires de dénazification (les « *fragebogen* » : document 1) imposés à une grande partie de la population allemande adulte. Cet immense effort bureaucratique a créé les conditions d'une épuration de grande ampleur menée de 1945 à 1948 (document 5). Mais ce processus de dénazification collective a pris la tournure d'un mécanisme de « *réhabilitation de masse* » blanchissant de nombreux anciens nazis (ce que dénonce la caricature du document 2). L'épuration administrative qui s'ensuit est d'ailleurs sans lendemain : la plupart des exclus sont progressivement réintégrés jusqu'en 1953 (à l'exemple du corps diplomatique évoqué dans le document 8). Ce changement de cap s'explique à la fois par l'absence d'élites de substitution (dont témoigne la formule pragmatique du chancelier Adenauer citée dans le document 8 : « *on ne peut pas jeter l'eau sale quand on ne dispose pas d'eau propre* ») et par l'évolution du contexte géopolitique due à la guerre froide, qui fait que l'anticommunisme des anciens nazis devient une vertu qui les réhabilite aux yeux des occidentaux. Parallèlement, l'armée américaine a entrepris de rééduquer la population allemande à la démocratie en publiant de 1945 à 1949 le journal *Die Neue Zeitung* (document 4). Cette publication à finalité pédagogique trouva son public, puisque le titre connut un vif succès de presse avec un tirage qui monta jusqu'à 2,5 millions d'exemplaires. Le « *Document center* » installé dans l'immeuble de l'armée américaine auquel le procureur Radmann rend visite conserve la volumineuse masse documentaire réunie pour mener à bien la dénazification. Mais la consultation de ces archives n'est pas publique, comme le démontre le fait que le procureur soit d'abord éconduit. L'officier américain responsable du service exprime la position de son gouvernement. D'une part, il énonce la conviction sereine que les Allemands sont « *tous des nazis* ». Il les considère comme un peuple congénitalement soumis au pouvoir dominant. Mais de l'autre, il fait clairement comprendre que sa hiérarchie ne veut pas voir le démon nazi sortir du placard où il a été dissimulé : la priorité va désormais au nouvel ennemi soviétique. Malgré l'estime personnelle qu'il lui porte, il se borne donc à tolérer les investigations du jeune procureur, sans lui faciliter l'exploration des fonds d'archives auxquels il lui donne accès.

b) Quelle est la démarche juridique adoptée par les procureurs pour constituer leur dossier ? Pourquoi cette méthode ? Les contraintes légales ont-elles évolué depuis ? (avec l'aide éventuelle des documents 7 et 9)

L'élaboration des chefs d'accusation qui vont servir au procès est relativement complexe en raison des contraintes juridiques qui l'encadrent (document 7). Les principes définis par les Alliés pour juger les accusés des procès de Nuremberg n'ont pas été adoptés par la RFA, dont la loi de référence demeure le code pénal de 1871. Le principe constitutionnel de non-rétroactivité des lois lui adjoint un verrou supplémentaire.

Dans ce cadre restrictif, les crimes nazis et le génocide juif sont traités selon les critères de la délinquance ordinaire. La loi ne fait donc pas un cas pénal de la simple présence d'un individu à Auschwitz. Elle n'admet pas davantage la notion de participation ou de complicité collective. Le délai de prescription des simples délits étant bientôt atteint, le procureur général Bauer donne donc pour consigne à ses limiers de restreindre leurs investigations à une seule catégorie criminelle : celle des meurtres.

Afin d'avoir matière à poursuivre, il leur faut réunir des preuves valides sur le plan légal qui permettent d'identifier des coupables et des victimes. Pour y parvenir, les procureurs s'appuient sur des pièces écrites émanant de l'administration du camp qui ont été pillées par des déportés, sur la consultation des dossiers d'archives de la dénazification et sur la collecte de nombreux témoignages de rescapés de la déportation contactés par l'intermédiaire de l'association des survivants animée par Hermann Langbein (personnage réel). L'audition de ces témoins permet aux enquêteurs de découvrir l'ampleur des crimes perpétrés dans l'usine à exterminer d'Auschwitz.

Une besogne complémentaire ardue est l'identification des anciens bourreaux, dispersés quinze ans plus tard à travers toute l'Allemagne et toutes les professions, quand ils n'ont pas refait leur vie à l'étranger. Pour contourner la lenteur et la mauvaise volonté administrative, les procureurs doivent dépouiller eux-mêmes les annuaires téléphoniques de tout le pays pour retrouver la

trace de leurs suspects.

Le résultat d'autant d'efforts peut sembler relativement ingrat puisque, sur 8000 SS passés par Auschwitz, 1000 ont pu être identifiés et seuls 22 prévenus ont finalement été déférés devant le tribunal lors du procès de Francfort en 1963. Mais le bilan moral est très positif puisque leur jugement met en lumière le fonctionnement du génocide et établit la part de responsabilité des acteurs subalternes du système dans les crimes du nazisme, ce qui permet l'intégration de ce double dévoilement dans la conscience allemande.

Depuis la condamnation d'un ancien gardien de camp de concentration en 2011, la jurisprudence allemande a changé (document 9). Elle permet désormais de faire du constat de la présence dans un camp de concentration d'un ancien geôlier identifié un élément suffisant pour établir une complicité de meurtres, même sans preuve directe d'acte criminel de sa part.

c) L'enquête sur les criminels d'Auschwitz est-elle longue ? Pour quelle raison ?

Le film est ponctué de quelques indices qui permettent de constater que la durée de la procédure s'étend sur plusieurs années. Le début de l'intrigue est daté de 1958. La progression chronologique est marquée par l'évocation du 14^e anniversaire d'Hiroshima en 1959, puis par l'annonce de l'enlèvement du criminel nazi Adolf Eichmann en Argentine en 1960. Enfin les audiences du Procès de Francfort sur les crimes d'Auschwitz débutent en 1963. Il a donc fallu une très longue instruction de cinq ans pour venir à bout de la procédure.

Mise à part la lenteur inhérente aux investigations de grande ampleur nécessaires pour boucler le dossier, les efforts du parquet de Francfort ont clairement été contrariés par l'attitude non coopérative de plusieurs services publics : ministère de l'enseignement, polices régionale et fédérale, police aux frontières et administration postale adoptent des postures qui vont de la simple inertie jusqu'à l'obstruction ouverte. Même certains magistrats font preuve de mauvaise volonté.

Ce climat défavorable s'explique par deux mécanismes : il existe au plus haut niveau une volonté politique d'ensevelir la page du nazisme dans l'oubli, même si cela implique d'accorder une forme de protection officielle aux criminels de guerre encore impunis, tandis que la société allemande est collectivement réticente à regarder en face ses sinistres antécédents. En haut comme en bas, on préfère escamoter le passé pour profiter du temps présent et mieux construire l'avenir.

d) Qui sont les individus mis en cause ?

« *Ils sont encore partout* » disent, chacun de leur côté, le déporté Simon Kirsch et le procureur général Fritz Bauer en évoquant les anciens nazis. Ce que l'on découvre des anciens Waffen-SS arrêtés confirme cette appréciation. Quinze ans après la chute du III^e Reich, la justice met la main sur des hommes âgés, à présent quinquagénaires ou sexagénaires. Leur apparence est respectable et leur existence banale. Ayant paisiblement refait leur vie dans la société civile de l'après-guerre, ils appartiennent à toutes les catégories sociales : professeur, boulanger, puissant homme d'affaires (Mulka), travailleur forestier (l'ex-commandant d'Auschwitz Richard Baer), marchand de fruits et légumes, dentiste ou encore mécanicien automobile. Ils constituent un échantillon d'Allemands ordinaires qui vérifie parfaitement la célèbre formule d'Hannah Arendt sur « *la banalité du mal* », inspirée par le cas d'Adolf Eichmann.

Leur implication dans le fonctionnement concentrationnaire d'Auschwitz est également diverse. Deux d'entre eux étaient des cadres du camp (le commandant Baer et son adjoint Mulka), les autres des éléments subalternes (gardiens, soignants).

e) Quels arguments les accusés poursuivis par le parquet de Francfort avancent-ils pour leur défense ?

Ils expriment des justifications extrêmement classiques qui pourraient être invoquées de manière identique par des militaires au passé intègre. Ils considèrent avoir fait leur devoir de soldat et de patriote allemand en temps de guerre, et estiment que l'obligation d'obéissance aux ordres reçus les dégage de toute responsabilité individuelle. Dans certains cas, il est pourtant manifeste que les actes commis étaient des initiatives personnelles...

L'impudence de certaines excuses dépasse toutes les limites concevables : un avocat retors a même l'odieuse ingéniosité d'oser présenter la sélection comme une action de sauvetage destinée à éviter la chambre à gaz au plus de déportés possible !

f) Un criminel nazi obsède particulièrement le jeune procureur. Qui est-il ? Pourquoi sa capture lui importe-t-elle autant ? Pourquoi sa traque reste-t-elle vaine ? (avec l'aide éventuelle du document 6)

Radmann est particulièrement épouvanté par l'« *ange aux gants blancs* » que lui décrit l'ex-déporté Simon Kirsch. Il s'agit du médecin SS Josef Mengele, qui le hante au point d'envahir ses rêves et d'entraver la bonne marche du reste de son dossier, qu'il néglige en traquant vainement l'ombre maléfique du fugitif.

Cette pénible impression est d'abord une énigme humaine qui joue sur un inconfortable sentiment d'identification. Mengele a l'allure d'un individu lambda et l'air sympathique. Bien inséré professionnellement, il n'a rien d'un paria social. Il est donc facile de s'identifier à son profil. Il est pourtant devenu l'incarnation de la pire monstruosité, en raison de son rôle prééminent au sein du camp de concentration d'Auschwitz. Il doit son horrible notoriété aux abominables expériences médicales qu'il a perpétrées dans ce lieu de mort.

En poste à Auschwitz à partir de 1943, le docteur Josef Mengele (1911-1979) y participe à la sélection des déportés juifs lors de leur arrivée, triant ceux qui vont subir un gazage immédiat de ceux qui sont destinés au travail forcé. Il en profite pour sélectionner des cobayes sur lesquels il pratique d'atroces expérimentations médicales, en s'en prenant notamment aux paires de jumeaux que ce médecin traître au serment d'Hippocrate prélève à l'arrivée des trains. Le caractère sadique de son comportement, décrit par Simon dans le film, est effectivement attesté après la guerre par les témoins rescapés.

Mengele doit son impunité à sa prudence et son habileté, à sa fuite en exil, mais aussi à la complicité de sa famille et à la protection que lui garantit l'inertie ou l'obstruction des autorités allemandes. Après la défaite de 1945, il vit en Allemagne sous une fausse identité puis, craignant d'être pris et jugé, s'enfuit en Amérique du Sud en 1949. Vivant de façon semi-clandestine en Argentine puis au Paraguay, il est longtemps assez en sécurité pour rentrer régulièrement visiter sa famille en Allemagne. Il parvient à échapper durablement aux recherches lancées officiellement par la justice allemande ainsi qu'aux agents secrets israéliens du Mossad chargés de l'enlever de la même façon qu'Adolf Eichmann. Son décès accidentel, tenu secret par ses complices, ne fut confirmé qu'en 1992.

ACTIVITÉ 2 : LES ALLEMANDS ET LEUR PASSÉ NAZI. UN « PEUPLE DE CRIMINELS » ?

Questionnaire de visionnage

a) Les institutions officielles de l'État allemand coopèrent-elles à la procédure menée par le parquet de Francfort ? Comment peut-on interpréter cette attitude ? (avec l'aide éventuelle du document 8)

De nombreux signes démontrent que les procureurs ne bénéficient pas du concours empressé des services de l'État.

Leur propre institution leur fait en partie défaut : plusieurs magistrats ne cachent pas leur désaccord sur l'opportunité d'ouvrir ce dossier, ce qui se traduit par des refus ouverts de poursuite ou plus insidieusement par des manœuvres dilatoires. Symptomatique de cette situation est l'enterrement du cas compromettant du professeur ancien Waffen-SS, qui devrait être interdit d'enseigner et n'est même pas suspendu par les services éducatifs.

D'autres services publics se montrent tout aussi réticents. La police régionale du Land de Hesse est ouvertement non coopérative. La police fédérale a l'ordre de rester inerte, et des sanctions sont même prises contre le fonctionnaire de ce département qui aide Radmann en sous-main. La police aux frontières et les services diplomatiques font eux aussi preuve de mauvaise grâce. Enfin l'administration postale conjugue indifférence et passivité.

Ce mécanisme d'obstruction collective peut s'expliquer par deux causes.

La première est l'omniprésence des anciens nazis, infiltrés à tous les niveaux de la société et des services publics. Le régime hitlérien avait attiré une partie notable des forces vives du pays.

Le parti national-socialiste a enregistré dix millions de membres, et les différentes branches de la SS ont recruté 600 000 adeptes au total. Leurs nombreux survivants se sont reconvertis dans l'Allemagne d'après guerre : « *ils sont encore partout* » déplore d'ailleurs le procureur général Fritz Bauer. Or cette foule d'ex-nazis n'a aucun désir de sortir du placard ni de voir dévoiler ses anciennes turpitudes.

À cela s'ajoutent l'exemple et les consignes venus du plus haut niveau politique. Des personnages officiels patronnent à l'échelon fédéral la défaillance des administrations publiques. Les criminels de guerre auraient des « *protecteurs puissants* » est-il dit dans le film, de même qu'un « *ordre d'en haut* » aurait été donné à la police d'oublier les fugitifs qui ont quitté le pays après 1945, comme Mengele. La décision d'ensevelir les stigmates du passé nazi sous un linceul de silence assorti d'une amnistie de fait correspond à un choix politique du chancelier Konrad Adenauer.

Lui-même exempt de tout soupçon à titre personnel, il a pourtant estimé cette occultation nécessaire à la paix civile et à la bonne marche de l'État. Pour s'en expliquer, il utilise une métaphore éclairante qui est citée dans le document 8 : « *on ne peut pas jeter l'eau sale quand on ne dispose pas d'eau propre* ». Car, comme il n'existait aucun vivier susceptible de remplacer les élites massivement compromises avec le III^e Reich, ces dernières étaient indispensables au bon fonctionnement de la jeune RFA. Elles ont donc pu impunément coloniser les services publics où leurs talents étaient les bienvenus (exemple de la diplomatie dans le document 8). La raison d'État commandait à Adenauer d'adopter cette ligne d'un réalisme immoral.

b) Dressez le profil du jeune procureur Johann Radmann. Comment s'exprime son désir de justice et quelles sont ses motivations ? Peut-on le considérer comme représentatif de la jeunesse allemande de son époque ?

Né en 1930, Radmann est un fils de juriste qui, en devenant magistrat, a suivi la tradition familiale. Cette vocation est en soi une manifestation de piété filiale. En effet, il idéalise son père porté disparu sur le Front de l'Est à la fin de la guerre en 1945. L'absent lui sert de modèle moral, et sa devise (« *Fais ce qui est juste* ») lui tient lieu de boussole. Convaincu que son géniteur était un antinazi, il croit suivre son exemple en agissant en faveur de la justice et la vérité dans l'affaire d'Auschwitz. En revanche, il est en froid avec sa mère qui a fait son deuil du disparu et veut se remarier avec un ancien membre du parti nazi.

Guidé par l'idéalisme, la naïveté et l'inconscience, il ne mesure pas les difficultés qui l'attendent. À l'image des gens de sa génération, ce presque trentenaire sait très peu de choses des crimes perpétrés par le régime nazi et n'a aucune idée de la nature véritable du camp d'Auschwitz. Il est donc très marqué humainement par les abominations qu'il découvre en conduisant son instruction. L'indignation que lui inspirent ces révélations et les obstacles rencontrés par son enquête en font un militant fervent de la justice et de la vérité. Il veut mettre fin à la loi du silence et forcer l'Allemagne à faire acte de contrition en assumant son passé criminel.

Mais il ne sort pas indemne de cette croisade à titre personnel. En effet, il a la douleur d'apprendre que son idole paternelle avait elle aussi adhéré au parti nazi, par carriérisme et par conformisme. Les archives américaines confirment la réalité de cette compromission. Dans un moment de honte et de faiblesse, Radmann donne momentanément sa démission de la magistrature. Son départ est vécu comme une trahison par ceux qui l'ont soutenu, et perçu comme un retour dans le rang par son chef direct. Mais le jeune homme se reprend vite et mène finalement sa tâche à bien.

Ce protagoniste fictif est le héros positif du film, auquel le spectateur est convié à s'identifier. De ce fait, son portrait ne souffre aucune nuance de gris. Replacée dans les conditions historiques de l'époque, sa méconnaissance absolue de la nature du nazisme ne manque pourtant pas de surprendre, un garçon de son âge ayant forcément été enrôlé et endoctriné au sein des Jeunesses Hitlériennes, puis largement informé du contenu des débats lors des grands procès de Nuremberg.

c) Dressez le profil du procureur général Fritz Bauer. Comment s'exprime son désir de justice et quelles sont ses motivations ? Se sent-il soutenu dans son action ?

L'homme qui supervise et oriente les poursuites est âgé d'une soixantaine d'années. Il est personnellement impliqué dans leur enjeu par ses racines et son passé. Allemand d'origine juive, il a en effet lui-même été interné dans un camp de concentration en 1933. Relâché, il doit sa survie au fait de s'être exilé jusqu'à la fin de la guerre dans un pays neutre, la Suède. Rentré ensuite dans son pays natal, il y occupe un poste de haut-magistrat à la tête du parquet de Francfort qu'il dirige.

Pourtant, sa réinsertion n'est pas complète. Il reçoit des lettres anonymes de menace et dit se sentir encore en exil, voire en danger, allant même jusqu'à énoncer que « *dès que je sors de mon bureau je suis en territoire ennemi* ».

Le soutien qu'il apporte à l'instruction de l'affaire d'Auschwitz est donc interprété par certains des magistrats placés sous ses ordres comme une forme de vengeance personnelle. Bauer est pourtant animé de plus hautes motivations. Grand professionnel, il recadre juridiquement les investigations en les limitant aux seules imputations susceptibles d'être poursuivies et prouvées. Sur le fond, ses intentions sont d'ordre à la fois moral et civique. En affirmant que « *les Allemands doivent voir les crimes qu'ils ont commis* », y compris ceux perpétrés par des hommes ordinaires, il confère à l'œuvre de la justice une dimension pédagogique. Il considère aussi que le silence est un poison pour la démocratie. Il espère assainir la jeune Allemagne fédérale en délégitimant les nazis recyclés dans la société d'après-guerre.

Peu confiant dans les autorités allemandes, il coopère avec le service secret israélien du Mossad pour retrouver et juger les grands criminels nazis en fuite, facilitant par ses renseignements la capture du logisticien du génocide Adolf Eichmann. Ce faisant, il sacrifie en connaissance de cause l'éventualité de s'emparer du docteur Mengele, considéré comme une cible secondaire. Son incarnation dans le film transpose avec respect l'existence et l'action du véritable procureur général Fritz Bauer (1903-1968).

d) Dressez le profil du journaliste Thomas Gnielka. Comment s'exprime son désir de justice et quelles sont ses motivations ?

Journaliste de la presse régionale, il travaille pour un quotidien réputé, la *Frankfurter Rundschau*, et ne recule pas devant certains procédés indéliçables pour nourrir sa chasse aux scoops (il subtilise le contenu d'un dossier à Radmann pour écrire un article à sensation sur l'instruction qui débute).

Politiquement marqué à gauche, c'est un homme encore jeune : étant âgé de 17 ans en 1945, il n'a donc que deux ans de plus que Radmann. Il vit agréablement dans un confort bourgeois et fréquente essentiellement la jeune génération ouverte à la culture américaine.

Ami du survivant de la déportation Simon Kirsch avant de devenir également celui du procureur Radmann, il joue un rôle essentiel pour initier l'enquête en dénonçant le passé de SS à Auschwitz d'un professeur de Francfort.

Son implication dans l'affaire a un ressort secret qui est révélé dans la dernière partie du film. Adolescent soldat incorporé dans l'armée allemande en perdition à la fin de la guerre, il a alors été le spectateur passif des crimes d'Auschwitz, et causé involontairement l'assassinat d'un détenu juif auquel il tentait de venir en aide. Devenu complice malgré lui de ces exactions en partageant le silence de la honte, il est poussé par le besoin de se racheter.

Hormis l'invocation de ses deux amis fictifs, ce portrait est fidèle à la biographie du véritable journaliste Thomas Gnielka (1928-1965), qui a réellement existé.

e) Dressez le profil de l'ancien déporté Simon Kirsch. Pourquoi reste-t-il en retrait de l'instruction du procès d'Auschwitz alors qu'il devrait s'y sentir particulièrement impliqué ?

Juif d'origine autrichienne (il est né à Vienne), Kirsch a fondé une famille à Francfort avant la guerre. Déporté à Auschwitz avec les siens, il est le seul à avoir survécu. Ses deux filles jumelles ont été victimes de la barbarie du docteur Mengele. Rescapé traumatisé par la déportation, expérience dont il n'a pas la force morale de témoigner devant la justice, c'est un homme brisé, dont la réadaptation est problématique et la santé chancelante. Il mène la vie de bohème d'un artiste tourmenté aux talents éclectiques de peintre et de musicien. Incapable de retrouver une vie normale et de refonder une nouvelle famille, il vit perpétuellement au présent et n'a plus d'autres liens que ceux de l'amitié. Vaincu par la loi du silence, résigné et sans espoir, il est convaincu que, même masqué, le nazisme est toujours présent.

Indifférent à la cause sioniste, Simon n'a pas voulu refaire sa vie en Israël. Il a préféré rentrer à Francfort où l'enracinent ses souvenirs heureux. Juif non pratiquant, il attache cependant une importance sentimentale au rite de la prière des morts (le kaddish des endeuillés) à réciter à Auschwitz en mémoire de ses filles martyrisées.

Ce personnage imaginaire est emblématique : Juif assimilé persécuté par l'antisémitisme nazi, ancien déporté souffrant du syndrome de culpabilité du survivant et de stress post-traumatique, il est l'image du caractère intransmissible de l'horreur des camps de la mort.

f) Peut-on parler d'un « pacte du silence » au sein de la société allemande de 1958 ? Quelle est la part de l'ignorance ? Comment interpréter cette attitude collective ? (avec l'aide éventuelle du document 9)

L'efficacité du noyautage de la société par le nazisme l'a contaminée en profondeur et compromis une grande partie de la population allemande adulte. Celle-ci a donc un intérêt commun à effacer ce passé tabou. Un « pacte du silence » unit tacitement tous ceux qui ont été impliqués dans l'œuvre du III^e Reich ou du moins l'ont tolérée. Il est la combinaison de plusieurs facteurs. Si l'ombre du nazisme continue de roder au sein de la RFA mise aux normes démocratiques, c'est d'abord parce que les ex-nazis reconvertis s'y sont fait une place confortable : « *l'administration est pleine de nazis, grands et petits* », énonce froidement le procureur général Bauer. Même des individus en apparence insoupçonnables cachent un passé trouble. Horst Tappert, populaire interprète du célèbre policier télévisé Derrick (document 9), tout comme le très respecté prix Nobel de littérature Günter Grass, haute conscience morale de la gauche allemande, ont combattu dans les Waffen-SS. D'honorables ministres de la république fédérale sont d'anciens adhérents au NSDAP (document 8). Tout le monde est concerné, y compris au sein des classes populaires. Tel est le cas du père de la petite amie de Radmann dans le film. Ce simple ouvrier fête avec ses anciens camarades de guerre leurs souvenirs du Front russe, dont on devine qu'ils contiennent une part d'actions horribles.

Par ailleurs, le souvenir de la Seconde Guerre mondiale n'est pas forcément renié par ses participants. L'exemple du procureur en chef Friedberg est représentatif de la persistance d'un sentiment de fierté patriotique malgré la défaite finale. La majorité des Allemands considère qu'elle n'a pas à se reprocher d'avoir fait son devoir de soldat. Cette mentalité va jusqu'à l'aveuglement en considérant que tout autre choix que l'obéissance absolue en temps de guerre aurait été un crime militaire légitimement sanctionné par la mort, voire même un acte de trahison pure et simple. Vu sous cet angle, le rôle des Waffen-SS d'Auschwitz n'est pas regardé comme fondamentalement répréhensible. Il semble d'autant plus inconcevable que la justice allemande demande des comptes à ses propres concitoyens que fait consensus l'idée selon laquelle les exécutants ont été dédouanés par le châtement des dirigeants nazis par les Alliés lors des procès de Nuremberg. Une autre raison de ce pacte du silence est le sentiment que rouvrir de vieilles plaies en voie de cicatriser fracturerait le corps social. À une époque où les Trente Glorieuses commencent à répandre leurs bienfaits, la cécité collective est une attitude confortable qui permet de profiter du temps présent et de construire l'avenir sans se confronter à sa mauvaise conscience. « *Ce pays ne veut pas savoir la vérité* » constate amèrement Simon Kirsch.

Mais le pacte du silence ne résulte pas seulement de la dérobade rétrospective des sujets d'Hitler. Il est aussi consolidé par l'ignorance d'une partie de la population allemande concernant les crimes du III^e Reich et plus spécifiquement le génocide juif. Cette méconnaissance a été mise en doute par une partie des historiens du nazisme. Le point de vue le plus radical a été exprimé par un professeur juif américain spécialiste de la Shoah, Daniel-Jonah Goldhagen, auteur dans un ouvrage retentissant intitulé *Les Bourreaux volontaires de Hitler* (1996) d'une théorie très controversée affirmant la responsabilité collective du peuple allemand complice de l'Holocauste.

L'excuse de l'ignorance n'est pourtant pas un mensonge intégral. Dans le film, des hommes en âge d'avoir porté l'uniforme lors de la Seconde Guerre mondiale semblent effectivement mal informés. Le procureur en chef Friedberg fait ainsi un amalgame entre toutes les catégories de camps qui banalise, volontairement ou non, les camps de la mort en les assimilant aux camps de prisonniers de guerre, où lui-même déclare avoir été un détenu fort bien traité. De son côté, le procureur Haller, quadragénaire qui est le futur équipier de Radmann, estime initialement que les

vagues notions qu'il a sur le sujet sont une « *propagande de guerre* » des vainqueurs.

En revanche, la sincérité de la jeunesse allemande est évidente. Même si elle est née sous le nazisme, elle a été élevée dans l'oubli absolu de ce sinistre passé. Une scène révélatrice menée par le journaliste Gnielka dans l'escalier du tribunal de Francfort montre que le nom d'Auschwitz n'évoque strictement rien aux jeunes membres du personnel. Radmann lui-même suppose qu'il s'agissait d'un lieu de « *détention préventive* ». Cherchant à se documenter davantage, il découvre le manque de livres sur le sujet. L'opacité règne. Pourtant la jeunesse d'après-guerre, non impliquée dans les horreurs commises jusqu'à 1945 et élevée dans les références démocratiques, est ouverte à l'action de la justice et prête à la repentance historique. Toutefois, son goût de la vérité ne va pas jusqu'à renier ses parents : sa petite amie rompt avec Radmann lorsqu'il lui révèle que son père est probablement impliqué dans des crimes de guerre.

Il n'est cependant pas dénué de sens que ce soit à partir des années soixante, c'est à dire précisément au moment où la génération des anciens nazis commence à s'effacer tandis que les enfants de la guerre lui succède, que le tabou se brise et le passé refoulé remonte à la surface. Le pacte faustien d'Adenauer n'avait plus lieu d'être. La RFA pouvait enfin se purger de ses mauvais démons.

ACTIVITÉ 3 : LE JEUNE ET LE VIEUX, DEUX REGARDS SUR LE NAZISME

Étude de séquence : de 01:13:12 à 01:14:57

a) Qui sont les deux protagonistes de ce face-à-face ?

Il s'agit de deux magistrats du parquet qui se retrouvent dans un cadre convivial, ce qui n'évite pourtant pas que l'antagonisme entre les deux éclate rapidement. Même s'ils sont tous deux procureurs, ils ne sont pas égaux : non seulement la controverse oppose un supérieur hiérarchique (identifié comme procureur en chef au début de la séquence) à son subalterne, mais cette différence de grade exprime aussi un net écart d'âge. Une vingtaine d'années sépare le procureur en chef, qui est un homme mûr, de son jeune confrère. Cette différence n'est pas anodine. Elle induit deux implications dissemblables dans l'existence du III^{ème} Reich : d'une part celle d'un participant direct, et de l'autre celle d'un simple contemporain qui l'a subi passivement étant enfant.

b) Le procureur en chef peut-il être considéré comme un ancien nazi ?

Ce serait caricaturer le personnage que de le définir ainsi. Les éléments biographiques qu'il expose tendent à prouver que non seulement il n'a pas été impliqué personnellement dans les exactions du régime nazi, mais qu'il était même très peu en mesure d'en avoir connaissance. En effet, difficile d'être plus loin de l'horreur des camps de la mort qu'un officier sous-marinier ! Il a ensuite été prisonnier de guerre, avant de réintégrer la carrière juridique pour laquelle il avait été formé. En outre, il proclame n'avoir jamais été membre du parti nazi, ce qui suggère qu'il n'a donc pas adhéré à son idéologie.

Fort de ce parcours, il estime qu'ayant « *servi avec honneur* » il n'a rien à se reprocher. Il éprouve d'autant moins de mauvaise conscience qu'il considère avoir défendu son pays et non le régime en place, si criminel qu'il ait pu être. Il exprime ainsi le point de vue de beaucoup d'anciens combattants allemands de la Seconde Guerre mondiale. Il peut être vu comme l'incarnation d'un patriotisme allemand demeuré intact malgré la défaite et s'estimant immaculé en dépit du nazisme.

c) Pourquoi est-il hostile aux poursuites engagées par son jeune collègue Radmann ?

Le reproche est double : à la fois de forme et de fond.

Sur la forme, le procureur en chef critique d'abord la méthode de « *shérif* » supposément brutale et expéditive de son cadet, ce qui est peut-être aussi, de façon accessoire, une manière de dénoncer l'influence du modèle américain (djà le « *soft power* »!) sur les jeunes générations. Il l'accuse également de vouloir organiser un « *procès spectacle* » qui serait davantage motivé par l'envie d'une exposition médiatique que par le désir de justice.

Sur le fond, il réproche une procédure qui « *n'a rien à voir avec le droit* ». Le tardif procès pour l'exemple d'une poignée de sous-fifres lui paraît inéquitable voire illégitime, sous-entendant ainsi que la justice rendue contre les décideurs nazis lors des procès de Nuremberg valait absolution pour les exécutants.

Plus fondamentalement, le procureur en chef reproche à Radmann de considérer tous ses aînés comme des nazis. Il voit donc son affaire comme une mise en accusation collective de l'ensemble du peuple allemand qui réveille cruellement un passé révolu. Il perçoit très lucidement que sa logique mène inévitablement à une question à la fois centrale et redoutable : « *Chaque jeune Allemand doit-il se demander si son père est un assassin ?* » Il est d'autant mieux placé pour l'énoncer que son profil personnel en fait une sorte de double virtuel du père de son interlocuteur...

d) Quelle est la position de son jeune contradicteur ?

Sa jeunesse fait qu'il ne se sent pas comptable du passé et ne répugne pas à s'y confronter. Il proclame qu'il veut la fin du silence et des mensonges. Libérer la parole et proclamer la vérité est à

ses yeux une nécessité de salubrité publique : il croit à la vertu éducative d'un procès, dont la leçon serait salutaire contre l'oubli et le risque de réitération. Pour lui, la justice ne doit pas avoir d'exception et les « *petits criminels* » sont bel et bien des coupables qui doivent expier leurs fautes. Enfin, comme son aîné le souligne à juste titre, Radmann a effectivement honte du comportement de la génération précédente. Sa volonté de vérité et de justice sur la culpabilité à assumer est d'autant plus dérangeante et transgressive qu'elle brise un pacte fondateur : celui de la loyauté familiale, miné par l'indicible transmission intergénérationnelle de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale.

e) Qu'exprime leur confrontation ?

Leur dispute reflète un double conflit de générations et d'expériences, dont leur ton mutuellement agressif montre l'acuité. Du côté du procureur en chef, il s'agit du mécanisme de défense de la génération de la guerre, qui se sent mise en accusation. Du côté du jeune magistrat, s'exprime le besoin de construire l'avenir sur des bases saines. Leurs postures sont en fait parfaitement complémentaires dans la mesure où le dévoilement est une réaction à la dénégaration. Il en résulte un difficile dilemme entre amnésie générale et responsabilité collective : laquelle des deux est-elle préférable pour la cohésion nationale et l'harmonie des familles ? Car le mutisme qui protège les coupables a aussi pour vertu d'assurer l'unité nécessaire à la réussite économique d'une Allemagne d'après-guerre qui renoue avec la prospérité...